



Paris, le 4 mai 2022

Objet: Appel aux actionnaires à prendre en compte l'urgence climatique dans leurs votes lors de l'Assemblée générale de TotalEnergies

Madame, Monsieur,

Nous, les organisations signataires qui travaillons sur le changement climatique et la responsabilité des acteurs financiers et des entreprises, souhaitons attirer votre attention sur les insuffisances de la stratégie climatique de TotalEnergies et son incompatibilité manifeste avec l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus du niveau pré-industriel.

Nous vous enjoignons à cesser tout nouveau soutien financier à TotalEnergies aussi longtemps que la société ne se sera pas engagée à cesser le développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers, condition sine qua non pour limiter le réchauffement à 1,5°C d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE)¹.

En tant qu'investisseurs engagés pour le climat, et dans la perspective de la tenue de l'Assemblée générale (AG) de TotalEnergies le 25 mai 2022, nous vous appelons également à utiliser votre statut d'actionnaire pour :

- **Voter contre la résolution n°16** par laquelle il vous est demandé de vous prononcer sur l'ambition - insuffisante - de la société en matière de développement durable et de transition énergétique. Ce vote d'opposition est d'autant plus nécessaire que TotalEnergies a rejeté ou obtenu le retrait de toutes les résolutions actionnariales climatiques déposées par des actionnaires.
- **Voter contre les résolutions n°6, 7 et 8** proposant le renouvellement du mandat de trois administrateurs, qui portent une responsabilité directe dans la validation et la mise en œuvre de la stratégie climatique défailante de la société.

La stratégie climatique de TotalEnergies telle que présentée dans la résolution n°16 est manifestement incompatible avec l'urgence climatique. Alors que la société n'a pas réussi à baisser significativement ses émissions depuis la signature de l'Accord de Paris², ses objectifs de décarbonation à 2030 aboutissent à une baisse absolue des émissions tout à fait insuffisante : -0,3% par an entre 2021 et 2030³. La trajectoire de TotalEnergies à 2050 semble encore davantage inadéquate et irréaliste, puisqu'elle impliquerait un effort de décarbonation entre 2030 et 2050

¹ "There is no need for investment in new fossil fuel supply in our net zero pathway", IEA, [Net Zero Emissions by 2050](#) scenario.

² -4% seulement en 7 ans sur les Scope 1, 2 et 3

³ En excluant l'impact de la COVID, qui a artificiellement fait chuter les émissions de la société en 2020 et 2021 du fait de la baisse de la demande. En intégrant cet impact, les émissions de TotalEnergies pourraient même augmenter de 0,5% par an d'ici 2030 tout en restant compatibles avec ses cibles de "décarbonation".

quatorze fois supérieur à celui prévu entre 2015 et 2030⁴, tout en continuant de reposer sur des solutions technologiques et compensations incertaines dans les proportions envisagées⁵.

La stratégie d'expansion des capacités de production fossile poursuivie par TotalEnergies finit de décrédibiliser son plan de "transition". Alors que l'AIE a indiqué que l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5°C impliquait l'arrêt du développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers dès 2022, TotalEnergies figure parmi les dix principaux développeurs d'hydrocarbures au monde - et est le premier en Europe. La société prévoit par ailleurs de consacrer 70% de ses dépenses d'investissement aux énergies fossiles, dont 2,6 à 3,2 Mds€ par an au développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers⁶. Sur la base des données de la société et de scénarios climatiques reconnus⁷, TotalEnergies aura consommé l'intégralité de son budget carbone compatible avec l'objectif 1,5°C dès 2035 et aura émis, en 2050, un surplus de 32% de gaz à effet de serre par rapport à ce budget⁸.

Ces éléments viennent corroborer les conclusions de l'initiative Climate Action 100+ (CA100+) dont une récente étude⁹ démontre en effet que TotalEnergies ne s'est pas fixé de cibles de décarbonation alignées avec 1,5°C à court et moyen terme, pas plus qu'elle ne s'est engagée à aligner ses dépenses d'investissements sur cet objectif.

Les insuffisances de la stratégie climatique de TotalEnergies se traduisent par des projets particulièrement controversés tant sur le plan du climat que de l'environnement et des droits humains. Ainsi en va-t-il d'EACOP/Tilenga en Ouganda et en Tanzanie, dont les impacts nocifs sur le climat¹⁰, l'environnement¹¹ et les populations¹² ont déjà déterminé certains investisseurs à désinvestir de TotalEnergies¹³. C'est également le cas des projets Mozambique LNG et Arctic LNG 2 qui illustrent la stratégie perdante de TotalEnergies, visant à remplacer une énergie fossile (le pétrole) par une autre (le gaz fossile). Enfin, et même si l'entreprise a annoncé très tardivement un "début de repli" de Russie et l'inscription dans ses comptes d'une provision de \$4,1 milliards pour faire face aux risques liés au projet Arctic-LNG-2, la position de TotalEnergies concernant la poursuite de ses activités en Russie demeure particulièrement controversée, distingue défavorablement l'entreprise de ses pairs et implique d'importants risques réputationnels et juridiques pour elle comme pour ses actionnaires.

En tant que soutiens financiers et investisseurs de TotalEnergies, vous avez à la fois une responsabilité indiscutable et un intérêt réel à faire en sorte que la société aligne rapidement et concrètement ses activités sur une trajectoire compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C.

⁴ -6,5% par an entre 2030 - 2050 versus -0,5% par an prévu pour 2015 - 2030.

⁵ En 2050, ces solutions représenteraient 110 Mt de CO₂ par an, (25% des émissions de la société en 2020-21). 45% de ce volume serait dû à la fabrication de carburant et n'éviterait donc in fine aucune émission puisque le CO₂ serait relâché lors de la combustion.

⁶ Incluant 500 M€/an pour l'exploration.

⁷ Scénario "Net Zéro" de l'AIE, scénarios du GIEC et méthodologie développée par TPI.

⁸ Voir l'[analyse comparative des plans de transition](#) des majors européennes de Reclaim Finance

⁹ Climate Action 100+, [Net Zero Company Benchmark](#).

¹⁰ 34 Mt de CO₂ par an - Représentant 1,5x les baisses d'émissions cumulées prévues par TotalEnergies sur le Scope 1 et 2 d'ici à 2030 - avec une décision d'investissement en 2022, incompatible avec les conclusions de l'AIE.

¹¹ Perturbation de près de 2000 km² d'aires protégées et de plusieurs espèces endémiques.

¹² 100 000 personnes déplacées

¹³ Actiam cite explicitement EACOP comme l'un des motifs de sa décision de désinvestissement ([Guardian](#), avril 2022).

Pourtant, en 2021, la plupart des investisseurs ont validé le plan climat défaillant présenté par TotalEnergies afin de saluer la démarche de consultation des actionnaires - et alors qu'ils reconnaissaient pourtant les importantes limites de ce plan¹⁴.

Alors que le sixième rapport du GIEC rappelle l'urgence à agir, nous vous appelons donc à mettre enfin en cohérence vos discours et vos actes en votant contre le plan "climat" proposé par TotalEnergies. Si la société a récemment présenté de nouveaux engagements concernant son plan climat¹⁵, ces annonces concernent uniquement des éléments de forme et n'altèrent en rien le constat selon lequel la stratégie climatique de TotalEnergies est insuffisante et non alignée sur 1,5°C. Enfin, approuver le plan climat de TotalEnergies serait incompatible avec vos propres engagements climatiques. En effet, alors que vous vous êtes pour la plupart engagés à diminuer vos émissions de 50% d'ici à 2030, la major française prévoit une baisse de seulement 6 à 7% à cet horizon.

Au-delà de l'exercice consultatif du "Say on Climate", il est urgent de sanctionner concrètement la stratégie d'expansion de TotalEnergies. Entre 2016 et 2021, les principales banques mondiales ont accordé près de 1345Mds\$ de financements aux 100 plus grandes entreprises impliquées dans l'expansion fossile¹⁶. A la fin du premier trimestre 2022, les 30 plus grands gestionnaires d'actifs disposaient de plus de 468Mds\$ investis dans les 12 principales entreprises pétrolières et gazières.¹⁷

C'est pourquoi nous vous appelons à prendre des mesures fortes et directes contre l'expansion, d'une part en suspendant tout nouveau service financier à TotalEnergies aussi longtemps que la société ne se sera pas engagée à cesser le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers, d'autre part en votant lors de l'AG du 25 mai prochain contre le renouvellement du mandat des administrateurs qui ont validé la stratégie expansionniste de la société.

Nous vous remercions pour votre attention, et restons à votre disposition si vous souhaitez échanger sur ces demandes.

Bien cordialement,

Lorette Philippot, chargée de campagne finance privée - Les Amis de la Terre France

Lucie Pinson, directrice générale - Reclaim Finance

Clémence Dubois, responsable France - 350.org

Teissir Ghrab, chargée de campagne - Le Mouvement

Alexandre Poidatz, chargé de plaidoyer finance et climat - Oxfam France

Martin Kopp, Coordinateur Région Europe - GreenFaith France

Hélène Bourges, Responsable des campagnes pétrole-transports-océans - Greenpeace France

Jérémy Suissa, Délégué Général - Notre Affaire à Tous

Anne Bringault, Coordinatrice des programmes - Réseau Action Climat

Ben Lefetey, Coordinateur de campagnes - Mouvement Laudato Si' France

Emma Tosini, porte-parole nationale - Alternatiba

Marion Leroy de la Brière, porte-parole nationale - ANV-COP21

Leyla Larbi, Campaign Manager - Sum Of Us

¹⁴ Communiqué d'IIGCC, 2021.

¹⁵ Voir le [courrier](#) de TotalEnergies à CA100+.

¹⁶ Rapport [Banking on Climate Chaos](#), 2022

¹⁷ BP, Chevron, ConocoPhillips, Eni, Equino, ExxonMobil, Gazprom, Petrobras, Saudi Aramco, Shell et TotalEnergies